



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
11 octobre 2024
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

Quatre-vingt-dixième session

3-21 février 2025

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**Examen des rapports soumis par les États parties
en application de l'article 18 de la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

**Réponses du Belize à la liste de points et de questions
concernant son rapport valant cinquième et sixième
rapports périodiques*, ****

[Date de réception : 1^{er} octobre 2024]

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

** Les annexes du présent document peuvent être consultées sur la page Web du Comité.



Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
A. Introduction	4
B. Droits des femmes et égalité des genres dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus, des efforts de relèvement et des crises mondiales	4
C. Accès des femmes à la justice	5
D. Mécanisme national de promotion des femmes	6
E. Institution nationale des droits humains	7
F. Mesures temporaires spéciales	8
G. Violence à l'égard des femmes fondée sur le genre	8
H. Traite et exploitation à des fins de prostitution	10
I. Participation à la vie politique et publique	12
J. Éducation	12
K. Emploi	15
L. Santé	16
M. Autonomisation économique des femmes	17
O. Femmes rurales	18
P. Femmes autochtones	18
Q. Femmes en situation de handicap	19
R. Changements climatiques et réduction des risques de catastrophe	19
S. Mariage et rapports familiaux	20

Liste des abréviations, sigles et acronymes

Abréviation, sigle, acronyme	Définition
BOOST	Programme de protection sociale
BCCAT	Programme d'allocations en espèces dans le contexte de la COVID-19
CRESAP	Projet d'agriculture durable et résiliente aux changements climatiques
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
COP	Conférence des Parties
ECS	Éducation complète à la sexualité
EPU	Examen périodique universel
HCDH	Haut-Commissariat aux droits de l'homme
IDCRS	Système intégré de collecte et de communication des données
MHDFIPA	Ministère du développement humain, de la famille et des populations autochtones
MOHW	Ministère de la santé et du bien-être
NWC	National Women's Commission
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RRB	Programme en faveur de la résilience des territoires ruraux
SCLAN	Réseau d'action des conjointes et des conjoints de dirigeantes et de dirigeants de la CARICOM

A. Introduction

1. Le présent document donne suite à la liste de points et de questions concernant le rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques du Belize (CEDAW/C/BLZ/Q/5-6). Il résume les contributions orales et écrites des organismes participants et les informations tirées de rapports nationaux, d'évaluations, de données et d'éléments empiriques provenant de diverses organisations.

B. Droits des femmes et égalité des genres dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus, des efforts de relèvement et des crises mondiales

2. La riposte du Belize à la COVID-19 prévoyait un ensemble de mesures visant à préserver la santé et le bien-être de la population et à soutenir le relèvement économique et l'autonomisation. Parmi les initiatives consacrées au volet sanitaire, le projet de riposte du Belize à la COVID-19 a été approuvé par la Banque mondiale le 23 février 2022, dans le cadre de son approche programmatique en plusieurs phases destinée à aider les pays touchés par la pandémie de COVID-19. En février 2024, il aura permis au Gouvernement bélizien a) d'acheter 148 800 vaccins contre la COVID-19 et de vacciner 66,2 % de la population qui pouvait y prétendre, b) de réaliser plus de 1 200 consultations dans des cliniques mobiles couplées à des campagnes de vaccination dans six districts, c) de mener des enquêtes de satisfaction sur la vaccination et diverses études sur l'acceptation et l'adoption du vaccin afin de renforcer la stratégie de communication vaccinale, et d) de développer les connaissances des travailleurs et des travailleuses sanitaires de première ligne sur la violence fondée sur le genre dans les situations d'urgence. La mise en œuvre se poursuit et la clôture du prêt est prévue en décembre 2025. Conformément aux exigences de performance de la Banque mondiale, un plan de mobilisation des parties prenantes a été élaboré et mis en œuvre afin d'améliorer la participation des principaux groupes vulnérables, notamment les femmes et les hommes âgés, vivant dans l'extrême pauvreté, en situation de handicaps, autochtones, faisant partie de la population LGBTQI ou migrants.

3. En outre, face à la montée en flèche du chômage et à une pandémie sans précédent, le comité de surveillance de la COVID-19 a mis en place le programme d'aide aux personnes qui se sont retrouvées au chômage en raison de la pandémie. Un portail en ligne a été ouvert pour faciliter et traiter les demandes électroniques. Les demandes de 44 552 femmes et hommes ont été approuvées, et le Conseil de la sécurité sociale (SSB) a versé les aides connexes par virement ou au moyen de cartes rechargeables, selon que les bénéficiaires avaient ou non accès aux services bancaires. Ces paiements, d'un montant de 150 dollars toutes les deux semaines pour les chômeurs récents et de 100 dollars toutes les deux semaines pour les chômeurs de longue durée, ont été faits pendant 12 mois. D'après une évaluation du programme d'aide aux chômeurs, les programmes de transfert en espèces seraient faisables au Belize en cas d'urgence¹.

4. Le programme d'allocations en espèces dans le contexte de la COVID-19 (BCCAT) a été lancé en février 2021. Le Ministère du développement humain en a supervisé l'exécution. Financé par la Banque mondiale à hauteur de 12,4 millions de dollars, ce programme a permis aux bénéficiaires de recevoir trois versements de 300 dollars tous les deux mois pendant six mois. Il visait à aider 21 500 ménages qui ne pouvaient prétendre au programme de protection sociale intitulé Building Opportunities for Our Social Transformation (BOOST) ou au programme d'aide aux

¹ Voir <https://www.policytracker.bz/review-of-targeted-direct-cash-transfers-2/>.

chômeurs. Les bénéficiaires ont été avertis de l'acceptation de leur demande par SMS. Le prestataire de services mobiles Digi a mis en place la plateforme MobilePayz pour leur permettre de percevoir les fonds².

5. Dans le cadre de la riposte globale du Gouvernement bélizien à la COVID-19, des stratégies ont été spécialement déployées pour favoriser l'émancipation économique des femmes. En 2021, le gouvernement a lancé son projet d'autonomisation économique des femmes par la promotion de l'emploi, de l'entrepreneuriat et de l'inclusion sociale, intitulé « Enhancing the Economic Empowerment of Women in Latin America and the Caribbean in the COVID-19 Post-Pandemic Era: Technical Assistance for Women's Employment, Entrepreneurship and Financial Inclusion ». L'objectif était d'améliorer les capacités de formation des institutions qui fournissent des conseils sur l'autonomisation économique, de renforcer les capacités des femmes et des jeunes entrepreneurs, et de consolider la résilience des microentreprises et petites et des moyennes entreprises.

6. Entre 2021 et 2023, cette stratégie de riposte à la COVID-19, ciblant les femmes, s'est appuyée sur une collaboration avec 42 organisations et organismes pour mettre en œuvre 42 initiatives touchant plus de 1 000 femmes. Les interventions comprenaient la « formation des formateurs et des formatrices » pour renforcer les capacités des institutions de formation professionnelle en améliorant les compétences de conseil des consultantes et des consultants ainsi que l'efficacité de l'administration ; la mise en place de cours pratiques tels que la stratégie d'entreprise, les compétences numériques et divers choix professionnels pour les femmes et les jeunes entrepreneurs ; le renforcement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises en faisant appel à des consultants en affaires pour recenser les points d'amélioration et aider au déploiement d'un plan de relèvement des entreprises ; la fourniture d'un fonds providentiel ou d'un capital d'amorçage (financement) ; et l'aide aux entreprises pour la rédaction de propositions. La phase II de l'initiative est en cours et devrait s'achever en 2026.

7. Dans le cadre de son plan à long terme pour faire face aux crises actuelles et futures, le Gouvernement bélizien a élaboré une politique et une stratégie de protection sociale, en s'appuyant sur les principaux enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et d'autres situations d'urgence nationales. L'objectif est de mettre sur pied un système de protection sociale complète en trois volets : a) une assurance sociale contributive par l'entremise du Conseil de la sécurité sociale (SSB), b) des politiques et interventions sur le marché du travail par le Ministère du travail et le Département des services à la jeunesse en collaboration avec le secteur privé et c) des programmes d'assistance sociale non contributive (principalement des transferts en espèces) ainsi que des programmes de services sociaux par les ministères chargés de la santé, de l'éducation et du développement humain.

C. Accès des femmes à la justice

8. En 2023, une loi sur l'aide juridictionnelle a été adoptée par la Chambre des représentants et le Sénat afin que cet outil soit facilement accessible aux personnes ayant des moyens économiques faibles ou modérés et que son coût soit pris en charge, en tout ou en partie, sur les fonds alloués à cet effet par l'Assemblée nationale. Conformément à la loi, la présidence de la Cour suprême mettra sur pied une commission afin de veiller à l'application des dispositions de la loi, y compris l'établissement et le fonctionnement de bureaux et de cliniques pour fournir des services d'aide juridictionnelle dans tout le pays. L'article 24 (I) de la loi prévoit l'octroi d'une aide juridictionnelle d'urgence dans les procédures relatives à une

² Voir <https://www.policytracker.bz/review-of-targeted-direct-cash-transfers-2/>.

demande déposée en application de la loi sur la violence domestique. Selon la loi, le Procureur général ou la Procureure générale est habilité(e), sans en référer au tribunal ou à la commission, à délivrer un certificat d'aide juridictionnelle d'urgence et à présenter une demande conformément à l'annexe VII.

9. En 2018, un protocole sur l'égalité des genres à l'intention des fonctionnaires de justice a été élaboré et approuvé. Il vise à promouvoir la prise de conscience de la manière dont le genre, conjugué à d'autres statuts sociaux, influe sur le système judiciaire et ses usagers et usagères, et à fournir des outils pour aider les fonctionnaires de justice à rendre des décisions qui tiennent compte des questions de genre.

10. En 2021, la capacité des tribunaux de première instance à juger les affaires relevant du droit de la famille a été renforcée. L'initiative Spotlight a collaboré avec les tribunaux de première instance et les tribunaux des affaires familiales du Belize pour renforcer la participation des fonctionnaires de justice à l'audition des affaires concernant les enfants et les familles. Quatre (4) modules de formation procédurale ont été élaborés et ont largement contribué à mettre fin à la violence contre les enfants et à la violence familiale et à renforcer la politique et la législation qui garantissent une meilleure protection aux femmes et aux filles.

11. Outre la reconnaissance du rôle de la magistrature, cette mesure a pris en compte les rôles de soutien que le personnel de l'assistance sociale, les procureures et procureurs, les greffières et greffiers et le personnel d'accueil jouent dans l'administration et la facilitation de la justice pour les enfants, les femmes et l'aide aux familles. La formation a permis de renforcer la capacité de 42 acteurs publics (24 femmes et 18 hommes) à combattre la violence familiale, en élargissant la gamme des services disponibles et en luttant contre les normes sociales et les comportements qui favorisent la violence à l'égard des femmes et des filles.

12. Pour garantir l'application pratique des connaissances acquises au cours de la formation, 11 membres de la magistrature dont 8 femmes et 3 hommes ont bénéficié d'un mentorat en salle d'audience qui leur a permis de développer leur capacité à adapter leurs comportements et leurs pratiques de sorte à fournir des services qui soient mieux adaptés aux enfants et tiennent mieux compte des questions de genre dans le système judiciaire.

D. Mécanisme national de promotion des femmes

13. Le projet de loi sur la National Women's Commission a été promulgué en 2023. Il fournit le cadre juridique pour la création de la commission afin de faire progresser les engagements du Belize relatifs à l'égalité des genres et à l'équité de genre ; de promouvoir la sensibilisation à la politique nationale en matière d'égalité des genres ; de recommander la prise de mesures correctives, de faciliter le règlement des différends et de conseiller le ou la Ministre sur toutes les questions législatives et politiques concernant les femmes ; et de plaider en faveur de l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que d'autres conventions pertinentes. En sa qualité d'organe statutaire, la National Women's Commission est également habilitée par la loi à traiter les questions de genre et à coordonner tous les efforts nationaux relatifs à l'égalité des genres, à l'équité de genre et à l'autonomisation des femmes, y compris les rapports du pays sur les traités et les engagements mondiaux et régionaux.

14. Le Gouvernement bélizien fournit les ressources humaines et financières nécessaires au bon fonctionnement du secrétariat de la National Women's Commission, y compris le financement de la mise en œuvre de certaines composantes de la politique nationale en matière d'égalité des genres, du plan d'action national

contre la violence fondée sur le genre et d'autres politiques pertinentes. Les fonds de partenariat provenant d'autres entités telles que les entités des Nations Unies font également partie du financement de base de la commission.

15. La politique nationale en matière d'égalité des genres a également été approuvée par le Cabinet en 2024. Pour la période 2024-2030, elle s'appuie sur les réalisations de la politique nationale en matière d'égalité des genres de 2013. Elle met l'accent sur les lacunes et les aspects où des mesures supplémentaires sont nécessaires dans chacun des six domaines que sont la santé, l'éducation, la création de richesses et d'emplois, la violence fondée sur le genre, les femmes aux postes de pouvoir et dans la prise de décision, et le renforcement des systèmes organisationnels, et vise à atteindre six objectifs clés. Objectif 1 : garantir l'accès à des services de santé de qualité, abordables et tenant compte des questions de genre, tout au long de la vie. Objectif 2 : éliminer la discrimination fondée sur le genre dans l'éducation. Objectif 3 : autonomiser les femmes par la création de perspectives économiques dans les zones urbaines et rurales. Objectif 4 : renforcer et élargir les mesures visant à garantir la sûreté et la sécurité des victimes ou des survivantes de la violence fondée sur le genre. Objectif 5 : promouvoir la participation équitable des femmes aux postes de direction et à la gouvernance politique. Objectif 6 : mettre en place des systèmes organisationnels et les renforcer pour soutenir la coordination, la sensibilisation, le renforcement des capacités, la mobilisation des ressources, le suivi et l'évaluation de l'intégration des questions de genre et la programmation relative à l'égalité des genres.

16. En 2023, les capacités des institutions nationales et infranationales qui constituent les comités nationaux et de district sur le genre et la violence fondée sur le genre, sous l'égide de la National Women's Commission, ont également été renforcées pour leur permettre de planifier, de financer et d'exécuter des programmes de prévention et de prise en charge de la violence à l'égard des femmes et des filles qui soient fondés sur des données probantes. Les comités nationaux et de district sont des comités techniques multisectoriels, axés sur les résultats, chargés de l'application efficace et effective de la politique nationale en matière d'égalité des genres et du plan d'action national contre la violence fondée sur le genre. Plus de 100 membres des comités nationaux et de district sur l'égalité des genres et la violence fondée sur le genre ont bénéficié de séances de renforcement des capacités à l'échelle du pays afin d'améliorer l'intégration des questions de genre et la coordination, et d'éclairer la rédaction d'un plan d'action de deux ans qui soit cohérent avec le plan stratégique de la National Women's Commission pour la période 2023-2027.

E. Institution nationale des droits humains

17. Avec le financement du Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et du Secrétariat du Commonwealth, et à la suite des recommandations formulées à l'occasion du troisième cycle, le Ministère des affaires étrangères a mené une étude sur la forme que pourrait prendre une institution nationale des droits humains au Belize. En s'appuyant sur ces conclusions, le gouvernement a approuvé la proposition de transformer le Bureau du Médiateur pour en faire l'Institution nationale des droits humains. Il mobilise actuellement des soutiens pour les prochaines étapes, notamment la promulgation d'une loi visant à modifier le mandat du Bureau du Médiateur. Des discussions sont en cours à cet égard avec le PNUD, le HCDH et l'Union européenne en vue de concevoir un projet d'appui à la création de l'institution. L'aide apportée au gouvernement par le bureau de l'ONU au Belize s'inscrit dans le cadre du déploiement progressif du partenariat tripartite de 2017 pour l'appui aux institutions nationales des droits humains. Les activités actuelles incluent

des discussions sur le budget et les directives générales applicables au modèle d'institution proposé ; la sensibilisation des décideurs et des décideuses, des organisations de la société civile et des autres parties prenantes aux avantages du modèle proposé ; et une feuille de route pour la mise en service de l'institution, y compris les normes d'accréditation conformément aux Principes de Paris.

F. Mesures temporaires spéciales

18. L'objectif 5 de la politique nationale révisée en matière d'égalité des genres pour la période 2024-2030 décrit des mesures clés visant à faire progresser la participation équitable des femmes aux postes de direction et à la gouvernance politique. D'ici à 2030, cette politique a pour objectif l'établissement et le renforcement de groupes de défense des femmes, nouveaux et existants, avec le soutien du gouvernement, des donateurs, du secteur privé et de la société civile, et l'intensification des programmes de leadership pour les femmes dans les secteurs public et privé afin de lutter contre les attitudes culturelles qui compromettent la participation des femmes à la vie publique.

G. Violence à l'égard des femmes fondée sur le genre

19. En 2022, le Belize a nommé pour la première fois une femme à la présidence de la Cour suprême. Toutes les principales fonctions judiciaires et juridiques, y compris celles de Procureure générale de la nation et de Procureure générale, sont actuellement exercées par des femmes. Le Ministère de l'intérieur continue de mener une politique de sécurité de la population tenant compte des questions de genre et, en 2024, il a dépassé de 20 % les normes minimales de l'ONU relatives à l'inclusion des femmes. En 2024, 25 % des fonctionnaires diplômés de l'école de police du Belize étaient des femmes.

20. Approuvé par le Cabinet en 2024, le plan d'action national révisé contre la violence fondée sur le genre sert de cadre général pour combattre ce phénomène au Belize. La stratégie nationale de communication visant la modification des comportements et de la société pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles a également été approuvée, de même que le plan d'action national contre la violence à l'égard des femmes.

21. Dans le cadre de la lutte nationale contre la violence fondée sur le genre et du déploiement du plan d'action national connexe, entre 2020 et 2023, les questions de genre et la violence fondée sur le genre ont été intégrées dans les plans de développement de trois secteurs (services sociaux, éducation et justice) qui s'appuient sur des données probantes et sont conformes aux normes convenues au niveau mondial, et les capacités de plus de 200 fonctionnaires clés dans les trois secteurs ont été renforcées pour leur permettre d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de prévention et de prise en charge de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence familiale, et d'intégrer des activités visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes, y compris la violence familiale, dans les plans de développement d'autres secteurs.

22. En outre, l'ensemble de services essentiels destinés aux femmes victimes de violences a été mis en place en 2023 sous la responsabilité de la National Women's Commission, avec l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et en collaboration avec les services de police béliziens, le Ministère du développement humain, de la famille et des populations autochtones (MHDFIPA) et le Ministère de la santé et du bien-être (MOHW), Belize Family Life Association (BFLA), le secteur judiciaire (service de l'aide juridictionnelle, Bureau du Médiateur,

tribunal des affaires familiales) et le secteur social (Haven House, Mary Open Doors, Cornerstone Foundation, House of Dorcas, Women's Support Group, Women on the Move for Equal Needs, Productive Organization for Women in Action (POWA), Young Women Christian Association (YWCA), RESTORE Belize). L'ensemble de services essentiels englobe les composantes essentielles des mesures multi et intersectorielles coordonnées dont ont besoin les femmes et les filles qui sont victimes de violence (qu'elle soit fondée sur le genre, entre partenaires intimes ou exercée par une personne autre qu'un partenaire).

23. Plus de 1 800 chefs religieuses et religieux et dirigeantes et dirigeants communautaires, y compris des chefs autochtones et des mobilisatrices, ont été formés au déploiement de mesures visant à lutter contre les causes profondes de la violence familiale, ce qui a permis d'élargir le soutien et les services proposés aux femmes et aux jeunes filles au niveau local et de renforcer la capacité d'intervention des communautés dans le domaine de la prévention. La boîte à outils sur la violence familiale, qui vise à s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène, a renforcé les capacités des principaux décideurs et décideuses informels ainsi que des militantes et des militants locaux. Les chefs religieuses et religieux, le corps enseignant, les dirigeantes et dirigeants communautaires, les conseils de village, les entraîneurs et entraîneuses sportifs, les juges de paix et les agentes et agents de mobilisation sont désormais en mesure de mobiliser régulièrement et en toute confiance les communautés, y compris les populations migrantes et rurales, pour les sensibiliser à la violence familiale, et notamment la violence entre partenaires intimes, la maltraitance à l'égard des enfants, le mariage d'enfant et les unions précoces.

24. En 2023, le projet de loi sur l'interdiction de la violence domestique et de la violence entre partenaires intimes a été rédigé pour remplacer la loi sur la violence domestique. Il vise à combler les lacunes dans l'accès à la justice et à renforcer la protection des victimes de violence domestique et de la violence entre partenaires intimes ainsi que des personnes survivantes.

25. La première stratégie de communication visant la modification des comportements et de la société du Belize, sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, a été approuvée en même temps que le plan d'action contre la violence fondée sur le genre en 2024. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, la National Women's Commission a soutenu une campagne participative et inclusive intitulée « It Ends with Me », qui a pour objectif de remettre en question les normes sociales inéquitables qui s'appliquent au genre, les attitudes négatives et les comportements à l'échelle de la communauté et de l'individu, afin de prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles. Plus de 200 parties prenantes dans les secteurs clés de première ligne ainsi que des militantes et des militants locaux en zones rurale et urbaine ont suivi des séances de renforcement des capacités et de formation des formateurs et des formatrices consacrées à l'intégration des questions de genre dans la prise en charge des cas de violence fondée sur le genre et l'adoption de stratégies préventives dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes. La campagne « It Ends with Me » a contribué à l'éducation et à la sensibilisation sur la violence fondée sur le genre, en tenant compte des particularités culturelles, grâce à l'élaboration et à la diffusion d'outils de communication de grande qualité destinés à promouvoir les changements sociaux et comportementaux, qui ont mis en évidence l'intersectionnalité de la violence familiale au Belize et favorisé des échanges sur les normes afin d'encourager les changements de comportement.

26. Entre 2020 et 2024, plus de 12 000 hommes et garçons ont participé à des programmes qui transforment les aspects relatifs au genre, portant sur les masculinités violentes et la violence des hommes à l'égard des femmes et des filles, tenus dans des centres communautaires, des écoles et d'autres espaces pertinents, ce qui a permis d'améliorer les connaissances et de modifier les attitudes des hommes et des garçons.

Le programme de mobilisation des hommes et des garçons a été déployé dans tout le pays, sous l'égide du Bureau de l'Envoyée spéciale pour les femmes et les enfants, et a ciblé les garçons dans le cadre scolaire et extrascolaire ainsi que les hommes, dont les hommes des services en uniforme et les garçons de l'aile jeunesse des services en uniforme. Il a également été intégré dans les clubs communautaires du district de Toledo, ciblant les jeunes et les communautés autochtones. La boîte à outils sur l'égalité des genres a été élaborée afin de normaliser le programme et d'en assurer la pérennité.

27. Il n'est actuellement pas prévu de créer des structures d'accueil supplémentaires. Cependant, en collaboration avec la National Women's Commission, deux grands ministères, le Ministère du développement humain et le Ministère de la santé, ont élaboré les directives générales applicables aux trois foyers d'hébergement du Belize : Haven House dans le district de Belize, Mary Open Doors à San Ignacio et House of Dorcas à Corozal. Ces directives générales prévoient des protocoles en cas de COVID-19, compte tenu de l'expérience récente du pays dans ce domaine et des difficultés liées à la continuité des services fournis aux victimes de la violence. Les capacités du personnel des foyers, des membres du conseil d'administration et des bénévoles ont été renforcées à l'occasion d'une formation sur la mise en œuvre des directives générales, qui ont été adoptées et appliquées par les trois refuges.

28. En 2023, sous l'égide du Ministère du développement humain, de la famille et des populations autochtones, un examen complet de l'infrastructure des données relatives à la violence fondée sur le genre a été réalisé. Sur la base de cette évaluation, un système intégré de collecte et de communication des données (IDCRS) sur ce phénomène au Belize a été proposé. Le nouveau système vise à faire la synthèse des systèmes existants afin de réduire les doubles emplois et les inefficacités dans la collecte et la communication des données sur la violence fondée sur le genre.

29. À la fin de l'année 2023, l'Observatoire bélizien de la criminalité a fait savoir que les signalements de violences domestiques avaient progressé de 5 % par rapport à la même période en 2022. Sur le nombre total de plaintes reçues en 2023 (2993), 42 % ont fait l'objet d'une enquête et 27 % ont donné lieu à des poursuites. Par ailleurs, 58 % des affaires ont été renvoyées à une date ultérieure³.

H. Traite et exploitation à des fins de prostitution

30. Entre 2019 et 2023, 48 affaires ont fait l'objet d'une enquête en application de la loi de 2013 sur l'interdiction de la traite des personnes. Neuf ont donné lieu à des poursuites et quatre à des condamnations. Il convient de noter que les arrestations et les condamnations répertoriées pour chaque année sont intervenues au cours de l'année civile, mais peuvent ne pas être liées à une affaire ayant fait l'objet d'une enquête au cours de cette même année civile. Souvent, il faut plusieurs années pour qu'une affaire aboutisse à une arrestation, et à une condamnation, en raison de la procédure judiciaire requise.

³ Belize Crime Observatory, Domestic Violence Report, 2023.

<i>Année</i>	<i>Nombre d'affaires ayant fait l'objet d'une enquête</i>	<i>Poursuites (arrestations)</i>	<i>Condamnations</i>
2019	10	2	0
2020	2	1	1
2021	14	2	2
2022	8	4	0
2023	14	0	1

31. Le Gouvernement bélizien a élargi sa formation dans les secteurs privé et public sur la détection de la traite des personnes afin que les fonctionnaires et la population soient mieux à même de repérer ces cas. Il a notamment noué un partenariat avec l'Organisation nationale pour la prévention de la maltraitance et de la négligence à l'égard d'enfants (NOPCAN), membre du Conseil sur la lutte contre la traite des personnes, l'UNICEF et Pathlight Belize. Les partenariats avec ces organisations ont débouché sur la création d'une plateforme en ligne pour la formation du corps enseignant à l'obligation de signalement. D'autres groupes de personnes ont été formés : personnel des services publics, agentes et agents de l'immigration, personnel de l'assistance sociale, inspecteurs et inspectrices du travail, fonctionnaires de police, guides touristiques, personnel hôtelier, agentes et agents de santé communautaire, personnel de transport, soldates et soldats des forces de défense béliziennes, garde-côtes béliziennes et béliziens, juges, magistrates et magistrats, groupes de femmes et élèves d'écoles primaires (une sensibilisation adaptée à l'âge a été menée dans l'enseignement primaire supérieur).

32. En partenariat avec le bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Belize, le Ministère du développement humain a apporté la touche finale à un protocole pour les enfants migrants accompagnés et non accompagnés afin de garantir que les fonctionnaires aient une approche normalisée lorsqu'ils traitent des affaires faisant intervenir des enfants migrants vulnérables.

33. En partenariat avec le PNUD, le Conseil sur la lutte contre la traite des personnes a lancé un projet pilote qui a associé l'administration locale et la municipalité de Belmopan. Ce projet a permis de dresser une carte géospatiale de la ville de Belmopan afin de fournir aux forces de police et au personnel de l'assistance sociale des outils de prise de décision fondés sur des données probantes pour évaluer les zones vulnérables de la ville.

34. Le Gouvernement mène régulièrement des campagnes de sensibilisation s'appuyant sur des vidéos, des apparitions dans les médias, des concours artistiques, des forums d'ONG, des messages sur les médias sociaux, des partenariats avec Miss Univers Belize 2022 et des kiosques d'information.

35. Le Belize reste un membre actif de la coalition régionale contre la traite et le trafic de personnes (CORETT en espagnol). La CORETT est un organe non contraignant réunissant tous les pays d'Amérique centrale, le Mexique et la République dominicaine. Le Belize veille à ce que ses représentantes et représentants assistent à des conférences et à des réunions, tant au Belize que dans la région, qui ont un lien direct avec la traite, notamment des réunions de l'Organisation des États américains (OEA), de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), de l'Organisme d'exécution des mesures de sécurité et de lutte contre la criminalité, du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), d'INTERPOL et d'autres organismes. L'unité de police chargée de la lutte contre la traite des personnes participe également à des opérations régionales dirigées par INTERPOL, la CARICOM, l'Organisme d'exécution des mesures de sécurité et de lutte contre la criminalité et le SICA.

36. Le Belize a participé au projet sur les biens publics régionaux, dirigé par la Banque interaméricaine de développement, qui rassemblait des pays de la région d'Amérique latine et des Caraïbes. Le projet s'intitule « Modèle régional pour renforcer les capacités des institutions chargées de la sécurité de la population et de la justice afin de combattre la traite des personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes en tenant compte des questions de genre et en utilisant les technologies numériques ». Le Belize a également tenu une réunion bilatérale avec le Honduras afin de renforcer les partenariats entre les deux pays dans la lutte contre la traite.

37. Conscient du lien qui pourrait exister entre le tourisme et l'augmentation des cas d'exploitation, le Conseil sur la lutte contre la traite des personnes s'est associé à l'OIM pour organiser des séances de formation à l'intention des personnes travaillant dans l'industrie du tourisme, y compris les fonctionnaires de la police du tourisme. L'objectif était de donner au public intéressé des connaissances sur cette criminalité et sur la manière de la détecter. Parallèlement à la formation, le Conseil et l'OIM ont élaboré un module de formation à l'intention des guides touristiques qui sera intégré à leur manuel officiel de formation. Cet outil permettra d'assurer la durabilité de la formation des guides touristiques.

38. Le Département de l'immigration suit également les alertes de l'ambassade des États-Unis lorsqu'il est informé qu'un délinquant sexuel notoire se rend au Belize. Il refuse à ce type de personnes l'autorisation d'entrer sur le territoire, ce qui réduit encore la vulnérabilité des mineures, qui constituent le principal groupe démographique de victimes au Belize.

I. Participation à la vie politique et publique

39. En mars 2023, l'Assemblée nationale a présenté une motion visant à créer le groupe parlementaire des femmes. En mai 2023, la motion a été adoptée et le groupe a été créé en tant que comité permanent mixte, ce qui permet d'aborder les questions d'égalité des genres dans un cadre formel, d'améliorer la participation aux processus législatifs et de favoriser la prise en compte des questions de genre dans les travaux de l'Assemblée nationale. Actuellement, on dénombre quatre élues à la Chambre des représentants, quatre sénatrices et deux présidentes de séance aux Belize. L'Assemblée nationale (les deux chambres) compte 46 membres, y compris les présidentes et présidents de séance, dont 22 % sont des femmes. C'est le plus grand nombre de femmes siégeant au parlement dans l'histoire du Belize, mais les femmes restent une minorité au parlement. Le groupe parlementaire des femmes est très bien placé pour défendre des mesures législatives et politiques clés visant à combler les lacunes et les obstacles à la pleine participation des femmes, y compris l'accès aux services essentiels et l'autonomisation économique⁴.

J. Éducation

40. Les données sur les taux d'abandon des filles à la suite de mariages d'enfants et de grossesses précoces ne sont pas systématiquement collectées. Toutefois, l'Enquête en grappes à indicateurs multiples de 2015 a mis en évidence un taux de natalité chez les adolescentes de 74. Le Ministère de l'éducation ne dispose pas d'une politique formelle ou d'un mécanisme de contrôle et de sanctions pour garantir que les étudiantes enceintes puissent retourner à l'école après l'accouchement.

41. En 2023, le Gouvernement bélizien a signé un accord de prêt de 15 millions de dollars avec la Banque interaméricaine de développement pour financer le programme

⁴ Women's Parliamentary Caucus Strategic Plan 2024-2026.

Skills for the Future, exécuté par le Ministère de l'éducation, des sciences et de la technologie afin a) d'accroître l'accès à l'instruction qui accélère l'apprentissage des compétences fondamentales ; b) d'améliorer l'accès à l'enseignement qui favorise l'apprentissage des compétences liées à la quatrième révolution industrielle ; et c) de développer l'accès aux services d'éducation adaptés au genre pour promouvoir l'éducation inclusive.

42. En 2023, le Ministère de l'éducation, des sciences et de la technologie a ouvert la première STEAM Academy du Belize, Itz'at. Dans le cadre de ses efforts pour combler les inégalités fondées sur le genre, il a mis en place des interventions en milieu scolaire pour accroître la participation des femmes dans les carrières à haut revenu telles que les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), et notamment i) des projets qui combattent les stéréotypes en présentant aux jeunes femmes des figures auxquelles s'identifier (par exemple, des femmes scientifiques) ; ii) en fournissant des informations sur les revenus auxquels s'attendre par domaine d'études aux jeunes femmes qui sont en train de décider de leur domaine de spécialisation ; et iii) en proposant aux jeunes femmes des expériences et des activités liées au domaine d'études dans lequel elles sont sous-représentées.

43. En 2022, le programme d'amélioration de l'éducation a été mis en place pour accroître l'accès à l'éducation dans les établissements qui accueillent des élèves, garçons et filles, issus de ménages à faibles revenus. Il s'agit d'une initiative d'éducation complète qui dispense les élèves des établissements ciblés de frais de scolarité et de droits d'inscription. Outre la prise en charge des frais de scolarité, le projet prévoit une aide pour des repas quotidiens sains, les uniformes, le transport, les besoins en outils d'apprentissage et l'amélioration des infrastructures et des ressources de l'établissement. Le Ministère de l'éducation, des sciences et de la technologie vise un objectif de 50 % de la population scolarisée dans le secondaire d'ici à 2025.

44. En octobre 2023, le Réseau d'action des conjointes et des conjoints de dirigeantes et de dirigeants de la CARICOM (SCLAN) et l'initiative Spotlight ont collaboré à une initiative qui avait pour but de recenser les lacunes potentielles dans la version actuelle du programme d'éducation pour la santé, précédemment appelé programme d'éducation à la santé et à la vie de famille. Un programme révisé d'éducation pour la santé a donc été formulé, accompagné d'un rapport complet qui souligne les lacunes relevées et présente des recommandations adaptées au contexte bélizien. L'objectif principal est l'adoption complète du programme révisé, qui permettra au corps enseignant de proposer des programmes d'éducation complète à la sexualité de haute qualité et adaptés aux jeunes, y compris les jeunes en situation de handicap, à la fois dans le cadre scolaire et en dehors. Cette initiative vise à promouvoir l'égalité des genres, à remettre en question les normes socioculturelles négatives qui contribuent à la violence à l'égard des femmes et des filles, et à donner au corps enseignant les moyens d'utiliser délibérément le programme d'études pour sensibiliser les élèves aux questions sociales et renforcer les compétences qui contribuent à leur santé et à leur bien-être général⁵.

45. D'après les résultats globaux, le corps enseignant utilise majoritairement le nouveau programme d'éducation pour la santé, mais il y a un besoin urgent de ressources pour en faciliter la mise en œuvre effective. Si une majorité convient que le programme d'études aborde de manière adéquate le développement cognitif, socioémotionnel et physique, des améliorations sont nécessaires, en particulier dans les domaines liés à l'éducation complète à la sexualité. Le corps enseignant semble satisfait du contenu du programme, mais a besoin d'aide pour l'appliquer

⁵ Fonds des Nations Unies pour la population, A Rapid Assessment of Comprehensive Sexuality Education, 2024.

efficacement, notamment de ressources, de services et de mesures de renforcement des capacités liées au contenu et à la mise en œuvre d'approches et de stratégies d'enseignement efficaces⁶. Au niveau secondaire, une éducation complète à la sexualité est dispensée dans le cadre du programme national de cours de préparation à la vie active.

46. En 2022, le taux d'alphabétisme du Belize s'établissait à 86,7 % (86,6 % pour la population masculine et 86,8 % pour la population féminine). Il était le plus élevé dans le district de Belize (92,9 %) et le plus bas dans le district de Toledo (78,8 %). Parmi les jeunes de 15 à 24 ans, il se situait à 94,9 % (94,3 % pour les hommes et 95,5 % pour les femmes). Le taux d'alphabétisme des adultes était le plus faible chez les Mayas Kekchis (75,3 %), suivis par les Mayas Mopans (79,2 %), ces taux étant plus élevés chez les hommes dans les deux groupes ethniques. Le taux d'alphabétisme des femmes kekchies s'établissait à 73,5 %, contre 77,2 % pour les hommes. De même, le taux d'alphabétisme des hommes mayas mopans se situait à 80,8 %, contre 77,8 % pour les femmes⁷.

Tableau 1 :

Taux d'alphabétisme des adultes et des jeunes par district et par sexe : 2022

<i>DISTRICT</i>	<i>Taux d'alphabétisme des adultes</i>		
	<i>Population de 15 ans et plus</i>	<i>Au moins niveau 5</i>	<i>Taux d'alphabétisme</i>
Population totale	279 452	242 292	86,7 %
Corozal	32 130	27 547	85,7 %
Orange Walk	38 128	32 911	86,3 %
Belize	84 131	78 167	92,9 %
Cayo	69 356	58 290	84,0 %
Stann Creek	31 471	26 268	83,5 %
Toledo	24 236	19 109	78,8 %
Population masculine	135 533	117 434	86,6 %
Corozal	15 614	13 331	85,4 %
Orange Walk	18 676	16 138	86,4 %
Belize	40 442	37 423	92,5 %
Cayo	33 468	28 264	84,5 %
Stann Creek	15 457	12 832	83,0 %
Toledo	11 877	9 447	79,5 %
Population féminine	143 918	124 858	86,8 %
Corozal	16 516	14 216	86,1 %
Orange Walk	19 451	16 774	86,2 %
Belize	43 689	40 745	93,3 %
Cayo	35 888	30 026	83,7 %
Stann Creek	16 014	13 436	83,9 %
Toledo	12 360	9 662	78,2 %

Source : Statistical Institute of Belize. 2022 Population and Housing Census.

⁶ Ibid.

⁷ Statistical Institute of Belize, 2022 Census Report.

47. Pour développer l'alphabétisme des adultes, le Ministère de l'éducation a lancé en 2020 le programme d'alphabétisation et d'autonomisation des adultes (LEAP), qui cible les familles vulnérables de la partie sud de Belize City. En outre, plusieurs établissements d'enseignement secondaire du pays proposent des programmes d'éducation des adultes et de formation continue le soir pour faciliter l'apprentissage de ce public. Pour normaliser ces programmes, le Ministère de l'éducation, des sciences et de la technologie prévoit 1) d'élaborer une politique nationale pour l'éducation des adultes, y compris des normes pour les programmes et les prestataires; 2) de mettre en place des programmes dans tout le pays pour l'alphabétisation, l'éducation civique, l'éducation parentale et l'éducation financière aux apprenants adultes, et 3) de développer des programmes d'éducation des adultes en ligne pour accroître le nombre de personnes dans la population active ayant des qualifications de niveau secondaire.

K. Emploi

48. En 2022, conformément aux règlements sur les salaires de 2022 (Wages Council (Wages Regulation) (Consolidation) (Amendment) Order, 2022, Statutory Instrument n° 169 de 2022, et au Wages Regulation (Manual Workers) (Amendment) Order 2022, Statutory Instrument n° 170 de 2022), le salaire minimum pour toutes les catégories de travailleurs et de travailleuses est passé de 3,30 dollars à 5,00 dollars de l'heure. La dernière augmentation salariale remontait à 2012.

49. En 2019, un comité directeur sur la lutte contre la discrimination a été créé pour élaborer une législation sur l'égalité. Le projet de loi sur l'égalité des chances vise à protéger les Béliziennes et les Béliziens qui sont victimes de discrimination, comme les femmes ou les personnes en situation de handicap, en leur garantissant un traitement équitable et l'accès à la santé, aux services, à l'éducation, au travail et au logement. Des consultations ont été tenues dans tout le pays, mais le projet de loi n'a pas progressé en raison de l'opposition de la communauté religieuse.

50. En 2022, le Ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur et de l'immigration et l'ambassade de la République de Chine (Taïwan) ont mis en œuvre un projet axé sur le développement professionnel des femmes, dans le cadre du projet d'autonomisation économique des femmes par la promotion de l'emploi, de l'entrepreneuriat et de l'inclusion sociale, intitulé « Enhancing the Economic Empowerment of Women in Latin America and the Caribbean in the COVID-19 Post-Pandemic Era: Technical Assistance for Women Employment, Entrepreneurship, and Financial Inclusion », exécuté conjointement par le Ministère et le Fonds de développement et de coopération internationale de Taïwan.

51. Dans ce contexte, 16 cohortes de formation professionnelle et technique ciblant les femmes et les jeunes filles ont été déployées. Les séances ont porté sur des domaines tels que l'esthétique, la pâtisserie et la cuisine, l'accueil, les langues étrangères, le service après-vente, le service dans les bars et la réception, entre autres, à l'intention des microentreprises et des petites entreprises.

52. En 2024, le Gouvernement bélizien, par l'entremise du Ministère du travail, a lancé son programme national de promotion du travail décent. Ce programme cadre avec les priorités du pays décrites dans le Plan Belize et vise à aborder des questions telles que la gouvernance et les droits des travailleurs et des travailleuses, les marchés du travail inclusifs et la productivité durable. Il a également pour objectif de remédier à la faible participation des femmes au marché du travail en mettant en place des programmes et des politiques visant à garantir que les femmes bénéficient de la formation et du soutien voulus et d'un égal accès aux emplois.

53. En 2024, un nouveau projet de loi contre le harcèlement sexuel a été approuvé par le Cabinet. Il contient des dispositions nouvelles et solides pour la prévention et la protection des personnes contre le harcèlement sexuel ; prévoit un droit de recours pour toute personne victime de harcèlement sexuel ; et abroge la loi sur la protection contre le harcèlement sexuel (Protection Against Sexual Harassment Act, chapitre 107 du droit matériel du Belize)⁸.

L. Santé

54. Depuis 2009, aucune modification n'a été apportée à la législation bélizienne relative à l'avortement. Le Gouvernement bélizien a pris des dispositions législatives concernant l'interruption médicale de grossesse. Toutefois, des mesures visant à garantir que les victimes de viol ou d'inceste qui souhaitent interrompre une grossesse non désirée ne soient pas incriminées sont toujours en suspens. Le Ministère de la santé n'a officiellement enregistré que 4 cas de mortalité maternelle dus à des complications liées à l'avortement depuis 2010.

55. L'élaboration et l'approbation d'un instrument statutaire permettant aux adolescentes et aux adolescents d'accéder aux services de santé sexuelle et reproductive avec ou sans le consentement de leurs parents sont toujours en suspens.

56. Le Ministère de la santé et du bien-être propose des services aux communautés rurales dans le cadre de cliniques mobiles programmées. En ce qui concerne la différence d'accès aux services de santé entre les femmes rurales et urbaines, l'écart s'est réduit, comme le montre l'Enquête en grappes à indicateurs multiples de 2015. En outre, en 2023, le Gouvernement bélizien a approuvé la suppression de tous les frais facturés dans les hôpitaux publics, une décision essentielle pour garantir l'accès universel à des soins de santé de qualité. Cette mesure élimine les obstacles financiers et améliore l'accès de l'ensemble de la population aux soins de santé, en particulier les familles à faible revenu.

57. Le Gouvernement bélizien, par l'entremise du Ministère de la santé et du bien-être, continue d'investir dans la mise à disposition de contraceptifs modernes pour les femmes. Actuellement, l'investissement se chiffre à un peu plus de 200 000 dollars des États-Unis par an. Ces contraceptifs barrières (préservatifs masculins et féminins, dispositifs intra-utérins) ou hormonaux (contraceptifs injectables d'un, deux et trois mois, implant contraceptif sous-cutané, pilule progestative, pilule combinée) sont disponibles auprès des établissements de santé publics, privés ou tenus par des ONG. Les contraceptifs sont considérés comme un bien public. Ils sont délivrés dans les établissements de santé (à tous les niveaux de soins) et dans les cliniques mobiles.

58. Le Ministère de la santé et du bien-être poursuit ses efforts pour prévenir l'infection à VIH en informant sur les facteurs de risque et les moyens de prévenir l'infection. Les services de dépistage du VIH sont disponibles dans tous les milieux, à tous les niveaux de soins, et lors des séances de sensibilisation. Le traitement est gratuit. Les antirétroviraux sont un bien public et les personnes diagnostiquées dans le secteur privé peuvent y avoir accès sans frais.

59. En ce qui concerne les maladies non transmissibles (MNT), il existe un médecin responsable du programme au Ministère de la santé et du bien-être. Intégrée dans le système de santé, l'initiative HEART s'accompagne de lignes directrices actualisées et d'une formation du personnel.

60. En ce qui concerne le cancer du col de l'utérus, le mode de dépistage privilégié est le test HPV, adopté en 2022. L'inspection visuelle à l'acide acétique et le frottis

⁸ Gouvernement bélizien, Anti Sexual Harassment Bill, 2023.

vaginal continuent d'être proposés sur la base de critères individuels. La chimiothérapie et les interventions chirurgicales (chirurgiens locaux et gynécologues-oncologues en visite) sont disponibles dans le pays. Il existe une clinique d'oncologie au Karl Heusner Memorial Hospital (un oncologue local) qui fournit des soins oncologiques et des chimiothérapies. Le Ministère de la santé et du bien-être achète des médicaments de chimiothérapie pour la clinique d'oncologie. La radiothérapie n'est pas disponible dans le pays. Le coût de la radiothérapie à l'étranger incombe aux patientes.

61. Dans le cas du cancer du sein, le dépistage fait partie de l'ensemble des services de l'assurance maladie nationale pour les femmes. Des interventions chirurgicales et des chimiothérapies sont disponibles dans le pays. Il n'existe pas de radiothérapie pour le cancer du sein. La Belize Cancer Society est une ONG qui milite en faveur d'interventions préventives, de soins et de traitements pour les patientes et patients chez qui un cancer a été diagnostiqué. Dans chaque district, il existe une association de lutte contre le cancer qui milite également en faveur des interventions préventives, des soins et du traitement des patientes et des patients atteints d'un cancer.

M. Autonomisation économique des femmes

62. Le Belize a élaboré une stratégie d'inclusion financière. La vision de cette stratégie est que les individus, quels que soient leurs moyens, et en particulier ceux qui ont des faibles revenus, puissent gérer leur vie financière et investir en vue d'un avenir meilleur. C'est particulièrement vrai pour les Béliziennes et Béliziens qui n'ont pas encore accès aux services financiers classiques les plus essentiels. La stratégie vise également à souligner l'importance d'élargir l'accès aux services financiers et leur utilisation dans les entreprises, en particulier les microentreprises et les petites et moyennes entreprises mal desservies, qui sont les principaux moteurs de l'activité économique du pays.

63. Le Gouvernement bélizien négocie actuellement un prêt avec la Banque mondiale pour obtenir des fonds destinés aux programmes d'émancipation économique des femmes. L'objectif est de permettre à davantage de femmes de participer au marché du travail. En outre, le prêt financerait des programmes de garde d'enfants afin d'inciter les femmes à accéder au marché du travail.

64. D'après la stratégie du Belize en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, si 52 % des propriétaires de microentreprises sont des femmes, on dénombre deux fois plus d'hommes que de femmes parmi les propriétaires de petites et moyennes entreprises. Les difficultés d'accès au crédit sont également accentuées pour certains groupes de population, comme les femmes. Les femmes se heurtent à des obstacles financiers et non financiers supplémentaires pour accéder au crédit, tels que le manque de garanties, les normes sociales et culturelles existantes et le fait que les entreprises détenues par des femmes sont souvent de plus petite taille. Au Belize, 55 % des microentreprises et 32 % des petites et moyennes entreprises appartiennent à des femmes.

65. En 2023, la Development Finance Cooperation, banque nationale de développement détenue par l'État, a commencé à déployer un programme de crédit pour la sauvegarde des secteurs productifs et des microentreprises et des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes. Le Gouvernement bélizien a conclu un accord de prêt de 15 millions de dollars avec la Banque interaméricaine de développement pour financer le projet. Le projet vise à soutenir la durabilité des microentreprises et des petites et moyennes entreprises en tant que fournisseurs d'emplois au Belize dans le contexte de la crise de la COVID-19 et à promouvoir le relèvement économique de ces entreprises après la pandémie, en leur proposant un

financement tourné vers la production, qui met l'accent sur l'amélioration de l'accès au financement des entreprises détenues par des femmes. Le projet se décline en trois volets : i) soutenir la viabilité financière à court terme des microentreprises et des petites et moyennes entreprises ; ii) promouvoir le relèvement économique de ces entreprises en leur proposant un financement tourné vers la production ; et iii) soutenir l'informatisation de la Development Finance Corporation afin d'améliorer l'efficacité de ses activités de prêt et de renforcer la fourniture de services financiers aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises, notamment les entreprises détenues par des femmes.

O. Femmes rurales

66. Les femmes rurales se heurtent à diverses inégalités lorsqu'il s'agit de signaler les cas de violence et d'accéder aux services. Ce constat s'explique principalement par la situation géographique et à l'absence d'informations et de services dans de nombreuses communautés rurales. Le programme Gender Advocates, qui relève du Ministère du développement humain, de la famille et des populations autochtones, vise à lutter contre l'une des pires formes d'inégalité des genres et d'iniquité de genre au Belize. Il a pour objectif de favoriser un environnement dans lequel les familles, en particulier les femmes et les enfants, dans les communautés rurales, jouiront de leur droit à une vie sans violence. Le programme vise à promouvoir les buts et objectifs de plusieurs engagements internationaux, régionaux et nationaux, mais surtout à faire face à la réalité dans laquelle se trouvent de nombreuses femmes et de nombreux enfants béliziens.

67. Lancé en 2021, il a pour but de combler progressivement les lacunes dans les domaines de l'information et des services sur le genre et la violence fondée sur le genre à l'intention des femmes rurales. Dix-huit (18) défenseurs et défenseuses de l'égalité des genres, possédant les connaissances voulues, ont été recrutés dans 18 communautés rurales et leurs capacités ont été renforcées afin qu'ils puissent fournir des informations et un soutien aux victimes et aux survivantes de la violence fondée sur le genre. Ils sont formés pour sensibiliser à la violence fondée sur le genre, fournir des informations de base aux femmes sur leurs droits et options juridiques, apporter une assistance immédiate (accompagnement tout au long de la procédure judiciaire) et orienter les victimes vers les entités compétentes, les services professionnels et le soutien psychosocial voulu, appuyer le signalement et le suivi des affaires de violence fondée sur le genre « à faible risque ».

P. Femmes autochtones

68. Le Ministère de la santé et du bien-être promeut les soins de santé universels (suppression des frais dans les hôpitaux du secteur public et les établissements de soins primaires, et élargissement des services par l'entremise de cliniques mobiles, de caravanes de la santé et de manifestations sanitaires). La stigmatisation et la discrimination ne sont pas tolérées lors de la prestation de services de soins de santé. Par exemple, l'ensemble de la population peut bénéficier des services fournis dans les centres de santé fixes et dans les cliniques mobiles.

69. En 2022, le Ministère de la transformation rurale, du développement communautaire, du travail et de l'administration locale, en collaboration avec le Ministère du développement humain, de la famille et des populations autochtones, et l'association nationale des conseils de village (NAVCO), a lancé le projet d'autonomisation économique des femmes rurales. Le projet cible les femmes rurales, notamment les femmes autochtones, et encourage leur autonomisation par le

développement d'entreprises potentielles afin d'améliorer leur bien-être économique et social.

Q. Femmes en situation de handicap

70. En 2024, le Gouvernement bélizien a approuvé le projet de loi sur le handicap afin de promouvoir, de protéger et de garantir la pleine et égale jouissance des privilèges, intérêts, droits, avantages et traitements par les personnes en situation de handicap, sur un pied d'égalité avec les personnes non handicapées ; de créer la Commission nationale pour les personnes en situation de handicap ; d'établir le Tribunal des droits des personnes en situation de handicap et de l'égalité des chances.

R. Changements climatiques et réduction des risques de catastrophe

71. Depuis 2022, le Gouvernement bélizien, par l'entremise de l'Office national des changements climatiques (NCCO), met activement en œuvre le plan d'action national sur les changements climatiques et les questions de genre. Les questions de genre ont été intégrées dans toutes les stratégies et politiques essentielles relatives aux changements climatiques, notamment la politique, la stratégie et le plan directeur nationaux connexes, les contributions déterminées au niveau national et la stratégie de développement à faible taux d'émission. La politique, la stratégie et le plan directeur nationaux sur les changements climatiques prévoient également une analyse des groupes vulnérables, y compris les groupes autochtones, et définissent des mesures concrètes d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets à l'intention des femmes et des autres groupes vulnérables, dans tous les secteurs.

72. En 2022, l'Office national des changements climatiques a élaboré un manuel de formation à l'appui des politiques, stratégies et programmes du Belize sur le genre et les changements climatiques. Les capacités de plus de 30 organismes publics et organisations de la société civile à intégrer les questions de genre dans les politiques et les projets climatiques ont été renforcées à l'occasion d'une formation utilisant le manuel.

73. En 2023, le Belize a nommé la personne chargée de coordonner les questions de genre au titre de la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) et, la même année, le quota initial de 30 % de femmes dans les délégations des Parties aux réunions des organes subsidiaires et à la Conférence des Parties a été atteint. En 2024, les femmes représenteront 40 % des personnes chargées des négociations à la COP. L'Office national des changements climatiques a pour objectif de faire progresser la représentation des femmes d'au moins 50 % d'ici à 2027.

74. Depuis 2002, il réunit des jeunes de divers horizons dans le cadre d'un forum de la jeunesse sur les changements climatiques, en préparation de la COP. En 2025, des élèves de l'enseignement primaire y participeront et l'Office national des changements climatiques tiendra des consultations avec les parties prenantes au niveau local, y compris les communautés autochtones.

75. Depuis 2023, le Belize a entamé l'élaboration d'un plan national multisectoriel d'adaptation, soutenu par le Fonds vert pour le climat. Ce plan sera socialement inclusif, tiendra compte des questions de genre et prendra en considération les besoins des femmes, des jeunes, des hommes, des personnes vulnérables ainsi que des communautés locales et autochtones. Grâce à la validation, à la formation, aux consultations et aux ateliers, le processus de préparation mobilisera

3 360 bénéficiaires directs et touchera indirectement environ 240 000 personnes issues de l'ensemble des secteurs prioritaires.

76. Depuis 2018, le Gouvernement bélizien exécute le programme en faveur de la résilience des territoires ruraux (RRB), doté d'un budget de 20 millions de dollars des États-Unis sur 6 ans. Ce programme vise à limiter le plus possible les effets des événements climatiques et économiques sur les petites exploitations rurales tout en soutenant l'accès durable de leurs produits au marché. Déployé dans tout le pays, il cible : i) les familles rurales pauvres ; ii) les familles rurales vulnérables ; iii) les ménages possédant moins de 25 acres qui pratiquent l'agriculture à temps plein ou à temps partiel ; et iv) les organisations formelles et informelles d'agriculteurs et d'agricultrices (coopératives, associations, etc.) ayant la volonté et le potentiel d'améliorer la productivité et l'accès des agriculteurs et des agricultrices aux marchés. Le programme devrait toucher un total de 6 000 ménages, soit environ 30 000 personnes, dont 24 000 devraient voir leur résilience renforcée. Compte tenu de l'importance des femmes dans l'économie rurale et dans les petites exploitations agricoles en général, au moins 40 % des bénéficiaires du programme seront des femmes et, de même, compte tenu de l'importance des jeunes pour la durabilité du secteur, les jeunes représenteront au moins 20 % des bénéficiaires du programme.

77. En outre, en 2024, le Gouvernement bélizien a lancé le projet d'agriculture durable et résiliente aux changements climatiques (CRESAP). Ce projet vise à améliorer la productivité agricole et à promouvoir l'adoption d'approches agricoles adaptées au climat parmi les bénéficiaires, tout en réagissant efficacement face aux crises ou aux situations d'urgence concernées. Il met l'accent sur l'augmentation des rendements des principales cultures et de l'élevage, en encourageant l'adoption de pratiques de gestion durable des terres et en améliorant la résilience des exploitations agricoles au moyen d'un soutien global. Le projet devrait bénéficier à environ 3 700 agriculteurs et agricultrices qui recevront des subventions de contrepartie. Par ailleurs, au moins 30 % des bénéficiaires devront être des femmes, ce qui permettra de combler les lacunes en matière d'égalité des genres et de favoriser l'autonomisation des agricultrices.

S. Mariage et rapports familiaux

78. Le Belize est en train de rédiger un projet de loi sur la famille qui abrogera, remplacera et consolidera la loi sur les tribunaux de la famille (Family Courts Act, chapitre 93 du droit matériel du Belize (Substantive Laws of Belize), édition révisée de 2020), la loi sur la famille et les enfants (Families and Children Act, chapitre 173 du droit matériel (Substantive Laws of Belize), édition révisée de 2020), et la loi sur la protection des personnes mariées (Married Persons (Protection) Act), chapitre 175 des lois de fond du Belize, édition révisée de 2020), afin de prévoir l'établissement, la constitution et la compétence du tribunal de la famille ; de prévoir des dispositions relatives à la famille et aux enfants ; de régler les questions relatives aux personnes mariées ; et de prévoir des dispositions pour les questions connexes. Les chapitres 172 à 178 traitent des droits de succession des femmes et des hommes.

79. La loi sur la famille et les enfants, qui sera remplacée par le projet de loi sur la famille, constitue la principale orientation à l'intention des tribunaux. Elle énonce plusieurs facteurs que le tribunal doit prendre en compte lorsqu'il rend des décisions sur la garde des enfants et les droits de visite. L'un des facteurs clés est le bien-être de l'enfant, qui devrait être la considération la plus importante. La loi indique également que le tribunal doit, par exemple, prendre en considération tout préjudice que l'enfant a subi ou risque de subir s'il va vivre avec un parent ou un tuteur donné. La loi n'aborde pas expressément les questions de violence domestique, mais le magistrat ou la magistrate, en sa qualité de fonctionnaire de justice saisi(e) de

l'affaire, est tenu(e) de prendre en compte les situations de violence domestique lorsqu'il ou elle détermine ce qui est le mieux pour l'enfant. En particulier, conformément aux articles 20 et 30 de la loi sur la famille et les enfants, lorsqu'il rend des décisions concernant la garde ou le droit de visite, le tribunal doit tenir compte de l'âge et de l'intérêt supérieur de l'enfant et prendre en considération la conduite et les souhaits des parents et de l'enfant.

80. Des activités de formation et de sensibilisation à l'intention des juges, des médiateurs et des médiatrices, des avocates et des avocats, des responsables de la protection de la jeunesse, des forces de l'ordre et des organes exécutifs locaux concernant les droits des femmes et des enfants et le rôle de ces intervenants dans la protection des victimes de la violence domestique sont organisées en permanence. Cependant, il n'existe pas de programme structuré ou de programme de cours pour assurer la cohérence à cet égard. Le Judicial Education Institute of Senior Courts du Belize a estimé qu'il était important d'intégrer ce domaine dans son programme de formation.
